

# Les indépendantistes face à leur choix

- Une manifestation monstre a rassemblé plusieurs centaines de milliers de personnes favorables à l'unité du pays ce dimanche.
- Alors que Carles Puigdemont appelle les indépendantistes à la résistance pacifique, les séparatistes s'interrogent sur l'opportunité de participer au scrutin organisé le 21 décembre.
- Une nouvelle sortie polémique de Theo Francken fait remonter la tension entre les gouvernements belge et espagnol.

## Les opposants à l'indépendance se mobilisent à Barcelone

Paco Audije  
Correspondant à Madrid

**L**es rues n'appartiennent pas seulement aux indépendantistes. Nous nous sommes exprimés tard, mais peut-être sommes-nous encore à l'heure", a déclaré Alex Ramos, vice-président de Société civile catalane (SCC), une association créée en 2014 pour donner une réplique – dans le débat public et dans la rue – aux puissantes organisations pro-indépendance – l'Assemblée nationale catalane (ANC) et Omnium culturel (OC). Les principaux dirigeants de ces deux organisations, Jordi Sanchez et Jordi Cuixart, sont pour leur part toujours en prison, accusés de "sédition".

Dimanche, une grande marche des opposants à l'indépendance organisée par SCC a traversé le centre de Barcelone, portant des drapeaux européens, espagnols et catalans.

Le slogan principal des manifestants était "Nous sommes tous la Catalogne", mais l'objectif des participants était aussi d'envoyer un clair message de soutien au déclenchement de l'article 155 de la Constitution, qui limite l'autonomie de la région. Une décision approuvée par le Sénat à la demande du Premier ministre Mariano Rajoy (conservateur).

### Puigdemont appelle à la résistance pacifique

Dans la manifestation barcelonaise, on notait la présence de plusieurs dirigeants des partis dits "constitutionnalistes", notamment de Ciudadanos

(C's, libéraux), du Parti socialiste de Catalogne (PSC) et du Parti populaire (PP, droite) de Rajoy.

De son côté, le "président" catalan Carles Puigdemont – qui a été destitué par Madrid – avait préalablement lancé un message lors d'une intervention diffusée par la chaîne publique catalane TV3. Dans ce message, M. Puigdemont a évité toute formulation précise qui puisse être interprétée comme un possible acte de désobéissance à l'article 155. Mais il a aussi joué d'une certaine ambiguïté pour éviter de reconnaître sa destitution, en même temps qu'il demandait aux Catalans de résister aux mesures "de répression" de manière "citoyenne et pacifique".

Carles Puigdemont (du Parti démocrate européen catalan, PDeCat) a enregistré ce discours dans la ville de Girona, dont il fut le bourgmestre jusqu'en 2016. Il s'est ensuite baladé dans son fief électoral.

### Participer au scrutin du 21 décembre ou pas

En guise de réponse, le porte-parole du gouvernement espagnol, Iñigo Mendez de Vigo, l'a invité à se présenter aux élections du 21 décembre qui sont organisées par les autorités centrales et non par les institutions catalanes.

Les partis indépendantistes débattent toujours de l'opportunité de participer ou non à un scrutin organisé par le gouvernement Rajoy. Oriol Junqueras, dirigeant de la Gauche républicaine de Catalo-

gne (ERC), et "vice-président" du gouvernement catalan sortant, a averti ses proches que les dirigeants du mouvement pro-indépendance seront "obligés" de prendre de décisions "pas toujours faciles à comprendre" dans les prochains jours. M. Junqueras a souligné qu'il ne fallait "pas renoncer aux urnes" pour atteindre à leurs objectifs.

Ce texte, qui s'inscrit dans la continuité de plusieurs déclarations de la CUP (extrême gauche indépendantiste), a été interprété comme favorable à la participation aux élections du 21 décembre.

En attendant, la vice-Première ministre Soraya Saenz de Santamaria et plusieurs ministres de Rajoy assumeront l'autorité dans plusieurs départements ministériels (régionaux) de Catalogne à partir de ce lundi.

Au moins, un membre du cabinet Puigdemont a annoncé qu'il irait travailler normalement à son bureau. Se verra-t-il interdit d'entrée ? Sera-t-il arrêté et accusé "d'usurpation de fonction" comme le suggèrent certains juristes ?

Josep Lluís Trapero, le populaire chef des Mossos d'Esquadra (les policiers catalans) a de son côté obéi au gouvernement espagnol en cédant son poste à son numéro 2, Ferran Lopez, nommé à sa place par le ministre de l'Intérieur espagnol.

Parmi les membres de son gouvernement, seul Carles Puigdemont continuera à bénéficier d'une escorte officielle à partir de ce lundi matin...

## 300 000

### Une participation importante

Les organisateurs de la manifestation de dimanche revendiquent 1,3 million de participants. Un chiffre que la police municipale de la capitale de Catalogne divise par quatre.

# Francken provoque Madrid pour rassurer la base flamingante

Analyse Frédéric Chardon

Carles Puigdemont est passé maître dans l'art de faire vibrer l'âme indépendantiste catalane. Lorsqu'il évoque son exil vers la Belgique en cas de poursuites judiciaires en Espagne, il pousse sur le bouton d'un traumatisme collectif, celui de la fuite de centaines de milliers de civils vers la France suite à la prise de Barcelone en 1939 par les troupes franquistes. En attendant, cette dramatisation implique la Belgique de manière surprenante. Interrogé ce week-end, Theo Francken (N-VA) – un autre expert de la communication – a confirmé que Carles Puigdemont serait le bienvenu s'il demandait l'asile politique chez nous.

## "Inacceptables"

En soi, rien de sulfureux. Il y a des règles pour demander l'asile et elles devront être respectées, a affirmé le secrétaire d'Etat. Par contre, Theo Francken a glissé une bombe dans sa réponse, une petite provocation d'un indépendantiste flamand solidaire des Catalans à l'intention du gouvernement Rajoy : *"Quand on voit la situation, la répression depuis Madrid et les peines de prison dont on parle, on peut se demander si Carles Puigdemont aura un procès équitable"*. En gros, Theo Francken laisse entendre que l'Espagne se prépare à des pro-

cès politiques comme aux heures les plus sombres de son passé franquiste... Dimanche, ces déclarations ont été qualifiées *"d'inacceptables"* par le porte-parole du Parti populaire au pouvoir en Espagne. Il a également précisé espérer qu'une *"correction y sera apportée immédiatement"*.

## "Ne pas mettre d'huile sur le feu"

Et cette correction a été apportée très rapidement par le Premier ministre Charles Michel. A nouveau, il a dû formellement inviter le secrétaire d'Etat à un peu plus de modération. Une éventuelle demande d'asile de Carles Puigdemont n'est *"absolument pas à l'ordre du jour"*, a précisé dimanche Charles Michel à l'agence Belga, réitérant son appel au dialogue entre les autorités espagnoles et catalanes. *Je demande à Theo Francken de ne pas jeter de l'huile sur le feu."*

Quand deux logiques politiques – la belge et l'espagnole – se télescopent... Décodage.

Pourquoi Theo Francken provoque-t-il Madrid ? En tant qu'indépendantiste flamand, il ne cache pas sa sympathie pour le combat des Catalans. Avant de mon-

ter au gouvernement fédéral, il se rendait chaque année à Barcelone pour fêter la Diada (fête nationale de la Catalogne) avec ses frères d'armes. Désormais, ses fonctions lui imposent plus de retenue. Toutefois, la

base nationaliste de son parti, la N-VA, ne comprend pas cette réserve. De nombreux flamingants désespéraient d'entendre une prise de position tranchée de leur formation en faveur des Catalans.

## Les gages de Francken

La N-VA est toutefois restée prudente afin de ne pas mettre trop de pression diplomatique sur le Premier ministre Charles Michel vis-à-vis du gouvernement central de Rajoy. Mais les franges les plus radicales du plus grand parti flamand avaient besoin d'être rassurées sur sa solidarité avec les indépendantistes catalans. Par ses commentai-

res internationaux, Theo Francken s'adressait en fait à eux, leur donnait des gages nationalistes. Quitte à mettre dans l'embarras Charles Michel qui avait appelé vendredi à la recherche d'une issue pacifique au conflit actuel.

*"On peut se demander si Carles Puigdemont aura un procès équitable..."*

## Theo Francken (N-VA)

Le secrétaire d'Etat à l'Asile et à la Migration a laissé entendre ce week-end que le système judiciaire espagnol pourrait se livrer à des procès politiques contre les Catalans.